

Guerre en Iran - La Chine a-t-elle stabilisé le prix du pétrole ?

mercredi 17 juin 2026, par [GODIN Romaric](#)

Selon certains analystes, la Chine aurait permis de limiter la hausse du prix du pétrole en réduisant volontairement ses importations. Mais la réalité semble plus préoccupante : c'est la stagnation économique mondiale qui a freiné la hausse des prix.

Sommaire

- [La Chine à la rescousse ?](#)
- [La faiblesse de l'économie \(...\)](#)

Au début de la guerre en Iran, les spécialistes du marché pétrolier mondial prévoyaient l'apocalypse. La fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transitait un quart du trafic pétrolier et gazier, était considérée comme une forme de « bombe nucléaire » redoutée depuis des décennies. Fin avril encore, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Fatih Birol, parlait de la « *plus grande menace sur la sécurité énergétique de l'histoire* ».

Pourtant, le cataclysme attendu n'a pas eu lieu. Bien sûr, le prix du pétrole est remonté et a dépassé fin mars, puis fin avril, les 118 dollars pour le baril de Brent. Évidemment, cette hausse a été ressentie par les consommateurs et les entreprises. Le taux d'inflation français a, ainsi, bondi de 0,3 % à 2,4 % en rythme annuel entre janvier et mai.

Il y aura bien un ralentissement économique en conséquence qui a déjà commencé, notamment en Europe. La Commission européenne [ne prévoit ainsi](#) qu'une croissance du PIB de 0,9 % sur 2026 pour la zone euro. C'est 0,3 point de moins qu'à l'automne. Et l'Insee prévoit une nouvelle année de faible croissance pour la France (*lire l'encadré*).

Le port de Tsing Yi, à Hong Kong, avec les réservoirs de stockage de pétrole, en mars 2026.
© Photo Peter Parks / AFP

Mais il faut aussi le reconnaître : on est loin du scénario catastrophique du « choc pétrolier » et de l'Armageddon économique que l'on pouvait légitimement craindre. Au plus haut, les prix du Brent ont affiché une hausse de 62 % par rapport au niveau de fin février (72,5 dollars environ).

Et ces niveaux ont été atteints brièvement. L'annonce de l'accord irano-états-unien ramène les prix vers les niveaux d'avant-guerre. Le 17 juin, le baril de Brent était à 79,5 dollars, soit un peu moins de 10 % au-dessus du niveau du 27 février. Depuis le 26 mai, le prix du baril du Brent est passé sous les 100 dollars.

Il faut donc le reconnaître : la « *pire crise énergétique de l'histoire* », selon Fatih Birol, n'a pas provoqué une crise plus violente que l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 qui avait propulsé les prix du baril de Brent au-dessus des 122 dollars. On est très loin des scénarios des crises pétrolières des années 1970 qui étaient à la fois plus fortes et plus durables.

La Chine à la rescousse ?

Que s'est-il passé ? Depuis quelques semaines, une hypothèse circule : la Chine aurait permis de stabiliser le marché en réduisant ses importations de pétrole brut. L'idée est défendue par [l'agence Bloomberg](#), qui souligne que les données officielles de mai montrent une baisse d'un tiers des importations chinoises de pétrole qui sont revenues à leur niveau d'il y a huit ans. Les livraisons par voie de mer ont reculé de 40 % par rapport à la moyenne de 2025.

D'où l'idée que la Chine aurait la capacité de suspendre volontairement une partie de sa consommation de pétrole brut pour contrôler le marché. En réduisant ses achats de pétrole brut, la Chine aurait permis de réduire l'impact de la guerre sur le marché mondial. Elle a mis à disposition des autres pays près de 3 millions de barils de pétrole par jour, soit l'équivalent de la consommation d'un pays comme le Japon et le double de la production des Émirats arabes unis. À l'appui de cette thèse, il y a le fait que certains tankers circulant pour des compagnies d'État chinoises ont, durant le mois d'avril notamment, [livré leurs cargaisons en Europe](#).

Comment la Chine aurait-elle pu, volontairement, se priver d'un tiers de ses importations ? Une partie du problème est facilement solvable : la Chine constitue depuis des années des réserves stratégiques gigantesques qui étaient de 1,4 milliard de barils avant la guerre. Pour les constituer, Pékin achetait plus de pétrole que le pays en avait besoin. Cesser ces achats a permis de baisser automatiquement les importations. Mais, au mieux, un tiers de la baisse constatée peut s'expliquer ainsi.

Pour le reste, les explications sont plus floues. On ignore si Pékin a utilisé ces réserves et dans quelle mesure. Bloomberg évoque également le mouvement d'électrification du pays qui réduirait ses besoins en pétrole. Comme le pays est en surcapacité dans ces domaines, on peut imaginer qu'il y ait eu un basculement. Mais cette hypothèse semble peu probable dans la mesure où un mouvement massif de substitution vers des énergies dites propres est difficile en deux mois. Plus certainement, la Chine a eu recours dans certaines industries, notamment la pétrochimie, au charbon pour remplacer le pétrole.

Cette vision qui fait de la Chine une puissance stabilisatrice sur le marché du pétrole est séduisante. Elle permettrait à Pékin de se draper dans le rôle de sauveur de l'économie mondiale comme en 2008-2009, lorsque son plan de relance massif avait fait repartir la demande mondiale, notamment en Europe. Mais cette fois, l'affaire n'est pas si simple. Car l'hypothèse défendue par Bloomberg est fort contestable.

La faiblesse de l'économie a retenu la hausse du pétrole

D'autres économistes, comme [Robin Brooks](#), stratège en devises de Goldman Sachs, estiment que la baisse des importations chinoises n'est pas le produit d'une volonté de stabiliser le marché, mais simplement la conséquence de la fermeture du détroit d'Ormuz, qui a privé la République populaire d'une partie de ses approvisionnements. Les mesures citées plus haut ne seraient donc pas volontaires, mais seraient des mesures d'adaptation de l'outil productif chinois à la baisse des livraisons.

De fait, le Japon a vu ses importations de pétrole [reculer de 58 % en mai](#) sur un an et nul ne saurait se hasarder à prétendre que le Japon a tenté de stabiliser le prix de l'or noir et l'économie mondiale. De fait, à l'image de l'Inde, les grands groupes chinois ont repris en

mars leurs achats de pétrole russe qui avaient été [suspendus en octobre 2025](#). C'est un élément qui tendrait à prouver que la Chine a subi, comme la plupart des économies asiatiques, les effets de la guerre en Iran et ne les a pas contrôlés.

Mais alors, pourquoi la hausse du prix de l'or noir ne s'est-elle pas envolée vers les 200 dollars ? Sans doute principalement parce que le niveau sous-jacent de l'activité économique est fondamentalement faible. Dans le domaine industriel, le niveau global de rentabilité est extrêmement réduit.

Cela signifie que toute hausse du prix du pétrole conduit à un affaiblissement de la demande qui empêche ces prix de monter au ciel. Le niveau de 120 dollars semble un niveau maximal au-delà duquel les forces baissières de la demande l'emportent sur les forces haussières de la crise de l'offre.

La crise pétrolière affaiblit encore l'économie française

L'Insee a publié mercredi 17 juin sa note de conjoncture examinant les effets de la crise énergétique sur l'économie française. L'institut indique que la hausse du prix du pétrole aura un impact moindre qu'en 2022 sur la croissance française. Pour autant, la hausse des prix de l'énergie se transmet à l'ensemble d'une économie qui, déjà, tourne au ralenti.

Pour l'ensemble de l'année 2026, l'Insee prévoit donc un nouvel affaiblissement de la croissance à seulement 0,7 % après 0,9 % en 2025, avec un ralentissement de la croissance de la consommation de 0,5 % en 2025 à 0,2 % en 2026 et de l'investissement privé de 0,7 % en 2025 à 0,5 % en 2026. La stagnation française s'ancre donc dans la durée.

On l'oublie souvent, mais la crise des années 1970 s'est produite alors que le niveau de rentabilité de l'industrie était élevé. La demande est donc restée forte malgré les hausses de prix et c'est pour cette raison qu'il y a eu, alors, des pénuries. La situation est très différente aujourd'hui. Ce qui a stabilisé les prix du pétrole, c'est l'absence de réelle dynamique économique en dehors des bulles financières du type intelligence artificielle et SpaceX.

En Chine, la demande des ménages reste faible sous l'effet de la poursuite de la crise immobilière et s'est même détériorée. [Les ventes au détail](#) ont ainsi reculé de 0,6 % sur un an au cours du mois de mai. C'est la première baisse depuis la fin des restrictions liées au covid-19 à la fin de l'année 2022.

Les indicateurs avancés sont tout aussi alarmants. [La demande de crédits](#) en mai s'élève à 520 milliards de yuans (environ 66 milliards d'euros), soit un recul de 16,1 % sur un an. Selon les analystes de la banque CICC, « *le faible appétit des ménages pour le crédit se transmet désormais aux entreprises* ». L'investissement s'affaiblit donc à son tour.

Face aux effets de la guerre, la demande se détériore encore davantage, et c'est cela qui participe à la stabilisation des prix. Or, face à cette situation, la République populaire a pu réagir en tentant de soutenir le seul moteur de croissance qui fonctionne encore, celui des exportations. Et, de fait, la production industrielle chinoise est restée soutenue à + 4,5 % sur un an en mai (après + 4,1 % en avril) grâce à une forte demande externe. [Les exportations](#) ont ainsi progressé de 19,4 % sur un an en mai.

Dans ce cadre, les autorités chinoises ont pu prendre des mesures de soutien pour maintenir la capacité productive du pays, qui, incidemment, ont pu jouer sur la stabilisation du prix global de l'or noir : interdiction de l'exportation des produits raffinés, fin des achats supplémentaires destinés à la constitution d'une réserve ou recours au charbon.

Mais ces mesures n'ont pas été les forces principales du marché pétrolier mondial. En réalité, les Chinois n'ont pas réellement besoin de maintenir le pouvoir d'achat de leur clientèle, précisément parce que leur stratégie est de profiter de la crise du pouvoir d'achat et de la faiblesse globale de l'activité. Les faibles prix chinois permettent de répondre à une telle situation.

La situation est donc loin d'être rassurante. La relative faiblesse de la flambée du prix du baril n'est que la conséquence d'une stagnation économique dont la logique a été renforcée par la guerre. La Chine a tout intérêt à favoriser l'idée qu'elle est capable, à elle seule, de fixer le prix du pétrole. Mais ce récit oublie que l'économie chinoise elle-même est frappée par ces forces de stagnation et qu'elle reste engluée dans une profonde crise immobilière.

Romaric Godin

P.-S.

• « La Chine a-t-elle stabilisé le prix du pétrole ? ». Mediapart, 17 juin 2026 à 19h46 : <https://www.mediapart.fr/journal/international/170626/la-chine-t-elle-stabilise-le-prix-du-petrole>